



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Russie

Question au Gouvernement n° 1861

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. François Loncle.

M. François Loncle. Monsieur le ministre des affaires étrangères, vous avez, vendredi dernier, rencontré, à Moscou, le président par intérim de la Russie, M. Vladimir Poutine, dans un contexte marqué par l'ampleur dramatique de la guerre en Tchétchénie.

Quels enseignements tirez-vous de cette rencontre ? Peut-on espérer la libération dans un bref délai du journaliste français Brice Fleutiaux, retenu en otage en Tchétchénie ? (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, du groupe communiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, la position de la France sur la Tchétchénie est bien connue, spécialement dans cette enceinte. Nous n'avons cessé, depuis des semaines, d'appeler à une solution politique et de dénoncer les souffrances considérables endurées par les populations civiles. Et nous le redisons aujourd'hui.

J'ai eu l'occasion, en effet, de dire, directement au président par intérim de la Russie, M. Poutine, quelle était notre position, tout en lui rappelant que nous n'avons pas contesté la souveraineté russe sur la Tchétchénie, ni le droit de tout gouvernement à combattre le terrorisme. C'est d'ailleurs ce que M. Poutine met en avant, en disant que la Russie est engagée, contrairement à ce que l'on croit en Occident, dans une politique visant à empêcher «l'afghanisation» générale de la région.

Il n'empêche que nous ne pouvons que redire ici, solennellement, au moment où l'armée russe a repris le contrôle de Grozny, que nous appelons les autorités russes à faire preuve de la plus grande retenue, à tout faire pour éviter de nouvelles victimes civiles et pour empêcher l'engrenage de la vengeance, et à répondre au plus tôt à la demande qui monte de tous les pays de voir se dessiner un avenir politique pour la Tchétchénie, certes à l'intérieur de la Fédération de Russie, un avenir politique qui puisse répondre aux aspirations des populations tchétchènes.

Ces déclarations, je les ai faites au nom de notre pays, en notre nom à tous, car les positions des uns et des autres convergent sur ce point. J'espère que la France, soutenue par un certain nombre de pays européens, finira par être entendue.

Naturellement, j'ai également parlé de notre compatriote, M. Fleutiaux, pris en otage depuis le mois d'octobre.

Les autorités russes sont parfaitement au courant de ce dossier et m'ont semblé conscientes du fait que la crédibilité de leur pays était engagée dans cette affaire. J'ai redit que nous attendions que M. Fleutiaux soit libéré au plus tôt et en bonne santé, et leur motivation en aura sans doute été un peu accrue.

(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. François Loncle](#)

Circonscription : Eure (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1861

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 10 février 2000, page 866

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 10 février 2000